



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Accès à Fable 5

Question au Gouvernement n° 1679

Texte de la question

ACCÈS À FABLE 5

Mme la présidente . La parole est à M. Paul Midy.

M. Paul Midy . Dans la nuit de vendredi à samedi, Donald Trump a décidé d'interdire l'accès à Fable 5 d'Anthropic, l'intelligence artificielle la plus performante au monde, aux non-Américains et, par conséquent, aux Européens. Cette décision doit nous ouvrir les yeux !

Que diraient les Français s'ils apprenaient que notre dissuasion nucléaire dépendait d'une décision de Trump ? Ils seraient effarés ! Que diraient les Français si le décollage de nos Rafale dépendait d'une décision de Trump ? Ils seraient effarés !

M. René Pilato . Ils devraient l'être, puisque certains de leurs composants sont désormais fabriqués à l'étranger !

M. Paul Midy . Que diraient les Français si nos réacteurs nucléaires et notre électricité dépendaient d'une décision de Trump ? Ils seraient effarés !

Aujourd'hui, nous devrions tous être effarés, parce que notre accès aux meilleurs modèles d'intelligence artificielle dépend d'une décision de Donald Trump. Les Français et les Européens ne peuvent pas dépendre des États-Unis pour l'accès aux technologies les plus importantes. C'est notre capacité à maîtriser l'intelligence artificielle qui déterminera, dans les années à venir, notre prospérité, notre croissance, l'augmentation de nos salaires, notre capacité à nous défendre militairement et donc à rester libres.

En 1958, le général de Gaulle a pris une décision historique : la France devait se doter de la bombe nucléaire. Tout le monde lui a ri au nez ! Il a fallu quinze ans et des investissements très importants, mais le pays l'a fait !

C'est le même type de décision que nous devons prendre aujourd'hui, avec les mêmes efforts et les mêmes conséquences. Avec Gabriel Attal, le groupe Ensemble pour la République pense qu'il n'y a pas de fatalité, qu'il n'est pas trop tard, que nous pouvons le faire et, surtout, que nous devons le faire.

Dans le contexte actuel, quelle décision le gouvernement prendra-t-il pour que la France soit à la hauteur de l'enjeu ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, *ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique* . Vous avez raison, nous nous trouvons dans l'un de ces moments de l'histoire où notre main ne doit

pas trembler et où la nation et, au-delà, tout le continent européen, doivent être au rendez-vous. Le parallèle historique que vous faites me semble pertinent.

L'effacement que nous avons tous ressenti dans la nuit de vendredi à samedi était d'autant plus grand que certains d'entre vous – c'est peut-être votre cas – ont eu l'occasion de tester la puissance du modèle en question. Il est à la fois très puissant, potentiellement très utile, et extrêmement dangereux, puisque s'il était utilisé contre nous ou si son accès nous était interdit, notre développement et notre prospérité seraient compromis.

Pour cette raison, nous devons faire feu de tout bois pour construire une intelligence artificielle souveraine française et européenne. Cela passe par des investissements dans la recherche et le développement, des investissements dans les infrastructures, des investissements dans les entreprises du secteur.

M. Erwan Balanant . Et par le respect du droit d'auteur !

M. Roland Lescure, ministre . Nous avons déjà un champion français, qu'on nous envie : nous devons accompagner son développement, pour que celui-ci protège et rassure nos concitoyens, qui sont aussi des usagers. Nous devons le faire avec ambition, ce que nous faisons déjà depuis plusieurs années. Vous le savez, vous qui avez été au cœur des programmes de financement de l'innovation en France des dix dernières années, vous qui faites partie des députés qui ont voté les mesures importantes grâce auxquelles notre écosystème est l'un des meilleurs au monde.

Il faut à présent changer d'échelle. Le premier ministre a commencé à le faire ce matin, en annonçant, dans toutes les dimensions que j'ai mentionnées, des investissements supplémentaires, dans Choose France for Science, les infrastructures et les entreprises : au total, ce sont 650 millions d'euros de plus dans France 2030 !

Le débat ne s'arrêtera pas dans un an. Je suis intimement convaincu que les mois qui viennent doivent être le moment d'un vrai débat de fond. J'espère que certains s'en saisiront, non pas pour préparer l'année qui vient, mais les dix ans qui suivent !

Mme Christine Arrighi . Ça se fera sans vous !

Données clés

Auteur : [M. Paul Midy](#)

Circonscription : Essonne (5^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1679

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 juin 2026